

CEREMONIE A L'IMMEUBLE BELLIARD

18 SEPTEMBRE 2006

INTERVENTION DE JACQUES DELORS

Madame la Présidente du Comité économique et social européen,

Monsieur le Président du Comité des régions

Mesdames, Messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs les conseillers

Mesdames, Messieurs les représentants des Institutions européennes,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

A la surprise succède l'émotion en ce jour où le Comité économique et social européen et le Comité des régions dévoilent cette plaque destinée à l'immeuble de la rue Belliard. Quand l'idée me fut présentée, je manifestai quelques réticences. Ne fallait-il pas réserver cet honneur à d'autres militants de la construction européenne ?

Etait-il décent de l'attribuer à une personne encore en vie ? Ou bien s'agissait-il de précéder de quelques mois le départ de l'intéressé ? Fort heureusement, je ne suis pas superstitieux, mais il n'empêche que je serai plus vigilant pour mon état de santé dans les mois qui viennent.

Étant depuis le début de ma vie professionnelle et militante, un combattant inlassable pour la concertation, je me suis toujours senti à l'aise lorsque vos institutions me demandaient de participer à leurs débats ou à leurs séminaires. Comme les membres du Comité économique et social européen et du Comité des régions, j'ai toujours mené le combat pour une société de dialogue et de participation au point que certains considéraient mes propositions et mon acharnement comme de l'idéalisme pur et simple. Et pourtant, devant le mauvais fonctionnement de la démocratie occidentale, la recherche de plus de transparence et de plus de participation demeure une des voies de la solution, au plan national comme au niveau de l'Union européenne.

A travers les personnes de leurs deux Présidents, je voudrais vous associer à l'hommage qui doit être rendu à ces travailleurs de l'ombre qui remettent sans cesse sur le métier l'ouvrage.

Madame Anne-Marie Sigmund a milité brillamment pour ce qu'on appelle les forces vives, les représentants de la vie économique et sociale, puissent s'exprimer non seulement pour la défense naturelle de leurs intérêts, mais aussi dans leur prise en charge des grandes préoccupations de nos sociétés. Le thème de la société civile a conquis ses lettres de noblesse, ainsi qu'en témoigne cette conférence sur « Vivre l'Europe : un défi pour la société civile »

Quant à Michel Delebarre, il a délibérément choisi l'action décentralisée, la promotion des collectivités locales et régionales comme le chemin qui mène à une plus grande prise en considération des aspirations des femmes et des hommes de notre temps. Il propose et il agit pour qu'à l'opposé de trop de déclarations vides, la subsidiarité vive dans les faits et nourrisse notre vie démocratique. Ainsi, de création plus récente que le Comité économique et social, le comité des régions trouve de plus en plus sa place dans un schéma institutionnel qui n'a pas encore produit tous ses fruits.

Cette double action est d'autant plus inspiratrice à l'heure de la mondialisation. Beaucoup d'européens se sentent perdus dans cet univers économique où ils ont l'impression que ni eux, ni leurs dirigeants n'ont de prise sur les événements qui pourtant les concernent et influencent leur vie. Ils ont besoin de leurs dirigeants locaux et régionaux comme de leurs représentants professionnels et syndicaux pour combler ce vide sidéral qui les affole. Pouvoir comprendre le monde tel qu'il se transforme, pouvoir faire connaître leurs aspirations et leurs besoins, telles sont les exigences de la démocratie, ou plus simplement d'une société qui fonctionnerait bien et qui vivrait mieux.

Certes, ce n'est pas simple à l'heure de l'Internet qui va multiplier les moyens d'expression et de dialogue. Et on ne peut que s'en féliciter

Mais la démocratie participative repose sur des principes éternels, si je puis dire. Il est bon de les rappeler en quelques mots. Au-delà des débats sophistiqués sur la gouvernance, l'essentiel est que chaque problème qui peut être résolu à la base ne remonte pas au sommet, noyé dans des généralités et des problématiques faussées.

Par ailleurs, dans l'univers économique et social, la prise de conscience des chances et contraintes de la mondialisation ne doit pas faire perdre de vue les difficultés qu'elle engendre pour tous ceux qui se voient traités comme une variable d'ajustement. Les citoyens, les travailleurs veulent être conscients des mutations qu'ils ont à accomplir et se donner les moyens d'une certaine maîtrise de ces changements. C'est l'immense et difficile tâche du Comité économique et social européen que de rappeler que des êtres de chair et sang sont en jeu, qu'un capitalisme financier sans boussole, ni règle ne peut construire le monde de demain.

Ces considérations s'imposent, bien entendu, au niveau national, mais elles doivent davantage être prises en compte au niveau européen. Au-delà - j'insiste sur ce point - des règles institutionnelles de l'Union et du partage des

compétences entre l'Europe et ses États membres. Certains objecteront que ce serait compliquer la prise de décisions. Je ne le crois pas, car si la démocratie a besoin d'inventeurs de simplicité, elle ne peut être vivante et efficace que si chacun, à sa place, peut contribuer à la réflexion et à l'action collective. Sans doute, faut-il, moins de textes, moins d'initiatives superflues, mais plus d'expression des citoyens, plus de débats, plus de clarté.

Les paramètres de la crise actuelle de la construction européenne sont importants et préoccupants. Ce n'est pas le lieu, ni le moment d'en discuter. Mais je voudrais affirmer ma conviction : nous ne progresserons pas sans un retour aux valeurs de la démocratie politique, comme de la démocratie économique et sociale. Tel est le chantier parsemé d'embûches mais indispensable qui justifie les actions du Comité économique et social européen et du Comité des régions.

C'est pourquoi la plaque que vous inaugurez aurait pu s'intituler : « Ici, est le lieu de la démocratie participative, au nom de la proximité, de l'expertise et de l'influence citoyenne : l'âme et la chair de la construction européenne ».